

L'Inde se lance dans le Solaire



Selon le quotidien français [le Monde](#), l'Inde pourrait investir 19 milliards de dollars (13 milliards d'euros) au cours des trente prochaines années pour accroître sa production d'énergie solaire.

8,3% d'Electricité Solaire dans 10 ans

Un rapport, remis, lundi 3 août, au premier ministre Manmohan Singh, et auquel Le Monde a eu accès, fixe des objectifs de production de

- 51 MW en 2009 (mégawatts)
- 20 000 MW en 2020 et
- 200 000 MW en 2050.

Avec une prévision de ses besoins en électricité de l'ordre de 240 000 MW en 2020, l'Inde devrait couvrir 8,3% du total de sa consommation grâce au solaire.

Le pays, qui est actuellement le quatrième pollueur de la planète et tire 60 % de son énergie du charbon, réduirait ainsi sa production annuelle de CO₂ de 42 millions de tonnes d'ici à 2020. En 2007, l'Inde en a produit 430 millions de tonnes de CO₂.

Suventions et Obligations

Le rapport remis au premier ministre préconise plutôt une politique de subvention des tarifs de rachat de l'énergie solaire, jusqu'à ce que ceux-ci se rapprochent de ceux du pétrole ou du charbon.

Il est prévu qu'entre 2009 et 2020, le prix du kilowattheure solaire passe de 16 à 3 roupies (0,23 à 0,04 euro).

L'achat d'équipements solaires sera exempté de taxes, et les centrales solaires ne paieront pas d'impôts pendant dix ans. Les mesures prévues ne sont pas qu'incitatives : les grands complexes immobiliers auront l'obligation de s'équiper de panneaux solaires.

Le gouvernement a promis d'électrifier l'ensemble du pays d'ici à 2012.

Création d'Emplois

Pour atteindre ses objectifs, l'Inde devra former environ 100 000 ingénieurs et techniciens.

En créant des parcs technologiques et en soutenant la recherche, la Mission nationale solaire veut encourager la naissance de champions nationaux, comme il en existe déjà dans l'éolien, avec Suzlon, cinquième constructeur mondial d'éoliennes. Douze entreprises, dont une filiale de Tata, devraient investir 11,4 milliards d'euros au cours des dix prochaines années, d'après les estimations du cabinet d'études RNCOS, basé à New Delhi.

Au sommet de Copenhague, l'Inde plaidera donc en faveur d'accords de transfert de technologie entre pays du Nord et du Sud, ceci afin de réussir sa reconversion dans les énergies propres.

En revanche, New Delhi veut à tout prix éviter un engagement chiffré de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

[Lire l'Article du Monde](#)